

30 octobre 59

On ne peut qu'être d'accord avec Foster Dulles lorsqu'il dit qu'après le rejet de la C.E.D. le 30 août, les résultats des conférences de Londres et de Paris tiennent du miracle. L'angoisse et la consternation qui régnaient alors parmi les nations libres n'ont pas été ressenties en France, en apparence du moins, avec la même intensité. On ne pensait pas toutefois que l'union occidentale pourrait être rétablie aussi rapidement, mais on savait que le risque d'isolement matériel et moral que courait la France exigeait un redressement immédiat. Et en définitive, c'est à la pression de tous nos partenaires que nous avons dû céder. Nous disions alors que la note à payer pour le rejet de la C.E.D. serait lourde et que les avantages de la solution de réchange seraient loin de compenser ceux que les anciens traités de Paris et de Bonn nous conféraient, car, qu'on le veuille ou non, la position de l'Allemagne de Bonn est beaucoup plus forte, sa liberté beaucoup moins limitée aujourd'hui qu'elle ne l'était. Et surtout, l'avenir, peut-être lointain, est moins assuré.

### La nouvelle alliance.

Toute cette construction d'alliance européenne occidentale ne lie les participants que dans la mesure de leur bonne volonté. Tout montre qu'elle existe et l'on peut prévoir que les accords signés à Paris et certainement ratifiés bientôt fonctionneront sans à-coup grave. Mais à condition que la situation mondiale demeure en l'état. On nous dira que c'est le sort de tous les traités; mais justement il aurait fallu que celui-ci changeât la nature des choses et seule une union protégée par une autorité internationale le pouvait. Entre états souverains les contrats ne peuvent être que temporaires.

### Le compromis sarrois.

Cela est particulièrement applicable au compromis sur le statut de la Sarre. Il est par nature, non définitif comme on le voulait, mais provisoire jusqu'au traité de paix. On dit bien que celui-ci ne sera jamais signé, ce qui présentement paraît probable. Il n'en reste pas moins que les Sarrois demeurent juges de leur sort et que l'avenir reste ouvert; on se souvient de ce qu'il advint en 1935; en 1955 il pourrait en être de même si l'Europe entre temps n'est pas scellée. De plus la rédaction de l'accord franco-allemand laisse beaucoup des points obscurs; bien des litiges en pourraient sortir si les partenaires cessaient d'avoir intérêt à s'entendre. Les Sarrois sont opportunistes ce qui pour un petit peuple est naturel. Ils évolueront selon leur avantage ce qui ne peut manquer, tôt ou tard, de les entraîner vers la plus forte puissance économique.

### Les réactions en Allemagne.

Les réactions en Allemagne sont diverses. On se plaint d'avoir payé avec la Sarre une note bien lourde, mais au fond du cœur on se réjouit. Les accords de Paris rendent peut-être plus problématique la réunification de l'Allemagne, mais il faudrait être bien naïf pour croire que les Soviétiques abandonneraient leur zone d'occupation et laisseraient écraser le gouvernement Grotewold par des élections libres.

Quant à la Sarre les concessions faites par Bonn laissent tout de même quelques compensations que l'alternative, c'est-à-dire le maintien indéfini du statut quo actuel, ne comportait pas. Les partis pro-allemands pourront faire campagne en Sarre et s'installer pour préparer l'avenir et le commerce germano-sarrois présentement très faible sera progressivement élargi.

Quant aux traités qui rendent à l'Allemagne sa souveraineté, l'admettent sur un pied d'égalité au pacte de Bruxelles et la font entrer dans l'O.T.A.N. on ne voit pas ce que le chancelier Adenauer pourrait souhaiter de plus. Au contraire il aurait, dit-on, préféré que lorsqu'il aura disparu, ses successeurs aient moins d'indépendance. Il connaît ses compatriotes.

### L'opposition socialiste.

Il est donc assuré qu'après les murmures d'usage le Parlement allemand ratifiera les accords. Les socialistes par pure démagogie font une opposition profitable dans l'ordre électoral. Ils ne se soucient pas de l'approbation sans réserve que leurs confrères, les socialistes sarrois, donnent à l'accord franco-allemands qui les concerne; l'internationale socialiste à des frontières bien étroites.

### Les réactions soviétiques.

Les réactions soviétiques ont jusqu'ici manqué d'imagination. Le jour même de la signature de Paris, Molotov a remis une note où il propose une nouvelle conférence à quatre sur l'Allemagne. Il parle d'élections libres sans en préciser le sens. Après celles récentes en zone soviétique on peut s'en faire une idée, il propose le retrait des troupes d'occupation, ce qu'il sait inacceptable pour les occidentaux et pour les Allemands eux-mêmes qui sentent que la présence américaine est leur meilleure garantie. D'ailleurs Churchill a dit aux Communiqués que le nouveau dialogue Est-Ouest n'était pas pour demain. Les Etats-Unis et les autres membres de l'O.T.A.N. sont de cet avis. Des concessions russes ne peuvent être obtenues que lorsque la nouvelle union de l'Europe de l'Ouest aura fait ses preuves.

### L'association industrielle franco-allemande.

Le plus intéressant et le plus neuf des accords de Paris ce sont les projets d'association économique et culturels franco-allemands. Là aussi nous sommes dans le vague et le contingent. Mais si l'idée prend corps elle peut, elle, changer la nature des choses. L'expansion industrielle allemande et le savoir-faire qui l'anime ne tarderont pas à sentir des limites. La balance des comptes allemands est largement créditrice. La monnaie est pratiquement convertible; le marché des capitaux s'élargit chaque jour. La reconstruction totale est en vue; le niveau de vie des Allemands est aussi satisfaisant que celui de ses voisins. La question de l'espace vital qui n'est en fait qu'un besoin d'expansion permanent, se posera bientôt à nouveau. Si les industriels allemands voient s'ouvrir, en collaboration avec les Français avec lesquels ils se sont toujours bien accordés, un champ d'activité illimité au-delà des mers, la paix franco-allemande pourra devenir d'un objectif purement moral une réalité payante.

Un journal allemand disait ces jours-ci: on nous offre la Sahara en échange de la Sarre. Il croyait ironiser. Il se pourrait que le Sahara, même partagé, qui est neuf, vaille infiniment plus que la Sarre qui n'offre rien qu'un petit pays surpeuplé, suréquipé, surindustrialisé surtout. Une vaste entreprise franco-allemande en Afrique aurait aussi l'avantage de consolider notre influence chancelante. Car, malgré l'apparence, nous souffrons surtout là-bas, d'être les seuls maîtres. Nous avons toujours pensé que si nos territoires d'outre-mer étaient un champ d'action international sous notre contrôle, notre position aurait bien plus de chances de se maintenir. C'est une idée qu'il est malheureusement difficile de faire admettre aux partisans des chasses gardées, alors que nous n'avons ni la puissance matérielle, ni le prestige, ni les moyens financiers suffisants pour les organiser seuls. A cet égard les vues de M. Mendès-France économiste, ne manquent pas d'intérêt. Si ses plans ne sont pas qu'une parade verbale alors on pourra dire que l'on est sorti de « l'immobilisme », mais alors seulement